

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/CSS/W/86

11 mai 2001

(01-2434)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Proposition de négociation sur les services financiers

La délégation de la République de Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en lui demandant de la distribuer aux membres du Conseil du commerce des services.

I. CONTEXTE: PERSPECTIVE DE LA LIBÉRALISATION DES SERVICES FINANCIERS

1. Les services financiers sont l'un des services d'infrastructure les plus importants et la libéralisation des échanges dans ce domaine a une influence considérable sur l'ensemble de l'économie d'un pays. Un système financier qui fonctionne bien est un outil important pour la répartition efficace des actifs financiers et la promotion de la compétitivité économique.

2. La libéralisation des échanges de services financiers offre de nombreux avantages, notamment i) une croissance économique accélérée grâce à l'apport de capitaux étrangers, ii) l'adoption de techniques financières de pointe et l'acquisition d'un savoir-faire de haut niveau dans ce domaine, et iii) une efficacité accrue du marché financier grâce au renforcement de la concurrence.

3. Toutefois, dans un environnement financier international actuellement caractérisé par la rapidité et l'ampleur des mouvements de capitaux privés, une libéralisation imprudente des services dans ce domaine pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour le développement des systèmes financiers ainsi que la stabilité des pays émergents. La crise financière asiatique de 1997 constitue un bon exemple. Une libéralisation des services financiers mal préparée, sans infrastructure financière solide ni système de surveillance rigoureuse a en fait affaibli le système et provoqué, à terme, la crise financière.

4. À la suite de la crise asiatique, la communauté internationale a réfléchi à la nécessité de renforcer les systèmes financiers des pays à économie de marché émergents dans le cadre d'une réforme de l'architecture financière internationale. Les débats étaient censés encourager l'adoption généralisée de normes internationales en matière de supervision financière. Néanmoins, les systèmes financiers des pays à économie de marché émergents sont restés fragiles.

5. Par conséquent, la Corée pense que la communauté internationale devrait encourager les pays en développement à redoubler d'efforts pour renforcer leurs systèmes financiers en vue de poursuivre la libéralisation de leurs marchés financiers. À cet égard, les négociations sur les services financiers devraient viser à instaurer une libéralisation mieux ordonnée et agencée en fonction des niveaux de développement du marché financier et du système de supervision des pays Membres.

II. PORTÉE ET MODALITÉS DES NÉGOCIATIONS

A. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX

6. Même si la principale méthode de négociation sera la procédure de présentation de demandes et d'offres, la Corée reconnaît que l'adoption d'une approche fondée sur une formule pour les engagements horizontaux pourrait élever le niveau de libéralisation des services financiers. Toutefois, il serait souhaitable d'appliquer les engagements horizontaux de façon à assurer la stabilité des échanges de services financiers, compte tenu de la situation financière des pays Membres.

7. Dans le même esprit, l'adoption d'un "Mémoire d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers" par tous les Membres en tant que partie intégrante de leurs engagements spécifiques dans ce domaine pourrait obliger certains d'entre eux à libéraliser leurs services financiers au-delà de ce que la situation leur permet à cet égard. Le niveau des engagements horizontaux devrait, par conséquent, être défini par le biais d'un débat approfondi entre les pays Membres.

B. CRÉDITS POUR LA LIBÉRALISATION AUTONOME

8. Une libéralisation autonome est une contribution volontaire utile à l'accroissement des échanges de services financiers. Le crédit accordé à ce titre est un moyen efficace d'encourager les pays Membres à adopter des mesures de libéralisation autonome des services financiers. Par conséquent, dans le cadre des négociations sur les services financiers, il faudrait accorder un crédit pour de telles mesures de libéralisation en fonction des critères que le Conseil du commerce des services définira à sa session extraordinaire.

III. RÉSULTATS ATTENDUS DES NÉGOCIATIONS

9. La Corée pense que les négociations sur les services financiers devraient viser à éliminer progressivement les divers obstacles qui faussent les courants d'échanges de services financiers. Elle considère que les initiatives des pays avancés à cet égard sont particulièrement importantes.

A. LIMITATION DE LA PRÉSENCE COMMERCIALE

10. Les obstacles qui entravent la présence commerciale, notamment les limitations concernant la participation au capital, les types et le nombre d'opérations ainsi que la nationalité des cadres dirigeants ou des salariés, doivent être progressivement éliminés par tous les pays Membres.

B. EXEMPTIONS DE L'OBLIGATION NPF

11. Les exemptions de l'obligation NPF touchent à l'un des principes les plus fondamentaux du système commercial multilatéral et devraient donc être éliminées à l'exception de celles qui peuvent se justifier par des motifs historiques ou géographiques. En particulier, le critère de réciprocité, appliqué par certains pays pour protéger et favoriser le développement des activités de leurs institutions financières à l'étranger, devrait être éliminé sans exception.

C. DIFFÉRENCE ENTRE LES LIMITATIONS APPLIQUÉES PAR LES GOUVERNEMENTS SOUS-CENTRAUX

12. Les diverses réglementations appliquées par les gouvernements sous-centraux ou locaux en ce qui concerne les types d'opération, les plafonds pour la participation au capital ou d'autres limitations aux échanges de services financiers, constituent des obstacles majeurs à l'implantation ou au développement des activités des fournisseurs de services. Par conséquent, les négociations sur les services financiers devraient viser à harmoniser les réglementations différentes appliquées par des gouvernements sous-centraux ou locaux.

D. LIBÉRALISATION DU COMMERCE TRANSFRONTIÈRES DE SERVICES FINANCIERS

13. Les transactions financières transfrontières, en particulier celles qui sont liées aux transactions en capital, pourraient accroître la volatilité des systèmes financiers. Le développement récent des échanges financiers électroniques dû à l'expansion des transactions sur Internet a créé un nouvel environnement financier international offrant davantage de possibilités pour des mouvements transfrontières de capitaux rapides et massifs. De plus, les transactions financières sans présence commerciale tendent à accroître le risque d'un renversement des flux de capitaux pouvant déclencher une crise financière par le biais de l'effet de contagion et de comportements qui s'autojustifient. Un débat approfondi sur le cadre de la réglementation prudentielle régissant le commerce transfrontières de services financiers est indispensable au cours des négociations dans ce domaine.

14. La Corée estime que la libéralisation des transactions transfrontières devrait être limitée à celles qui i) servent d'appui à d'autres activités économiques et ii) ne sont pas liées à des mouvements de capitaux à grande échelle, telles que les services de conseil financier et l'établissement des cotes de crédit.

E. TRANSPARENCE DES RÈGLES PRUDENTIELLES

15. Les règles et mesures prudentielles sont indispensables pour assurer la stabilité des marchés financiers. Les négociations sur les services financiers ne devraient pas entamer les principes qui protègent le droit des autorités financières d'appliquer des règles prudentielles tel qu'il est défini au paragraphe 2 a) de l'Annexe sur les services financiers.

16. Toutefois, les règles prudentielles ne devraient pas être utilisées abusivement pour limiter l'accès aux marchés pour les fournisseurs étrangers. Elles ne devraient pas viser à réduire le champ d'activités des fournisseurs étrangers de services financiers ou à leur imposer des charges excessives. La Corée espère pouvoir aborder au cours des futures négociations la question de l'amélioration de la transparence et de l'objectivité des règles prudentielles.
